

les espérances qu'avaient fait naître le rapport Marsh et les propositions relatives à un plan national d'assurance-santé. Si je rappelle ces choses, c'est parce qu'à mes yeux, si nous voulons que tout le pays nous appuie dans notre lutte contre une agression éventuelle des nations totalitaires, il est indispensable d'accorder aux Canadiens la sécurité sociale qu'on leur a promise durant la seconde Grande Guerre. Ce qui vaut pour notre situation nationale vaut autant pour notre situation internationale. Il serait impossible de vaincre, par la seule force militaire, l'hydre du communisme ou fascisme totalitaire si elle venait encore à lever sa tête hideuse.

Le budget indique clairement les énormes dépenses qu'entraînent nos préparatifs militaires, dépenses inévitables. Par contraste, la cotisation du Canada, à l'égard de la première année de l'application du plan de Colombo est conditionnellement de 25 millions.

Nous consentons de grands efforts en ce qui concerne les préparatifs militaires, mais ni chez nous, dans le domaine de la sécurité sociale, ni à l'égard de programme comme celui de Colombo, nous n'assumons d'obligations comparables à celles qu'assume un pays beaucoup plus gêné que le nôtre, le Royaume-Uni, par exemple; nous ne versons pas, par personne, autant que contribue l'Australie au programme intéressant le sud-est de l'Asie.

Je soutiens donc que, pour atteindre notre objectif, qui est de maintenir la liberté et la démocratie, nous devons insister davantage sur l'aspect économique de notre situation intérieure, ainsi que sur celui des organismes internationaux, comme l'alliance atlantique et l'organisation visant les problèmes du sud-est de l'Asie.

Je trouve excellentes certaines dispositions du budget, entre autres celle qui autorise la déduction des cotisations syndicales ou du coût de certains médicaments aux fins de l'impôt sur le revenu, mais, comme mon temps de parole est limité, et achève, j'ai formulé à l'endroit du budget les critiques que je jugeais indispensables, et qui correspondent à celles que nous avons déjà formulées plusieurs fois à l'occasion de débats antérieurs.

M. Solon E. Low (Peace-River): Monsieur l'Orateur, bien que le ministre des Finances (M. Abbott) ait présenté son budget la semaine dernière, la population canadienne n'en reste

[M. Coldwell.]

pas moins aux prises avec deux grandes difficultés. Je reconnais la gravité des dangers qui nous menacent sur le plan international. Je tiens à assurer au Gouvernement que les créditistes souhaitent vivement que le Canada prenne toutes les mesures possibles ou nécessaires, en vue de collaborer pleinement à enrayer l'agression communiste et à assurer la paix, la sécurité, la bonne entente et la véritable liberté partout dans le monde.

Comme l'a signalé le ministre au cours de son exposé, il convient d'examiner le budget, au moins en partie, à la lumière des événements internationaux. Je rappelle au ministre des Finances que l'argent, le revenu, est l'élément le plus important en vue d'assurer des moyens de défense suffisants.

Si l'on songe seulement au revenu, le budget semble complet. Il fournira au Gouvernement un revenu suffisant pour maintenir des services d'un niveau assez élevé, tout en contribuant largement à l'effort de défense. Cependant, à mon avis, l'inflation constitue en ce moment la plus grande menace à la puissance, à la sécurité et au bien-être des Canadiens. Étant donné que l'inflation est notre plus grande ennemie en ce moment et qu'on semble avoir pourvu suffisamment à notre défense, je me vois forcé d'examiner les répercussions qu'aura le budget sur les prix et le coût de vie, plutôt que de l'étudier d'un autre point de vue.

A quoi nous servira-t-il d'atteindre tous nos objectifs dans le domaine international au moyen de la diplomatie, la puissance armée et l'aide économique aux autres pays si, dans l'intervalle, nous détruisons notre propre économie et la chance que nous avons de démontrer au monde entier la supériorité du régime de l'entreprise privée et de notre mode d'existence fondé sur la liberté?

Mardi dernier, le ministre des Finances affirmait dans son exposé, comme en fait foi la page 1838 des *Débats*:

Le troisième grand avantage dont il importe de bien tenir compte, c'est qu'au Canada, contrairement à ce qui se passe dans certains pays, la population n'est pas désunie ni divisée par des divergences d'opinions fondamentales. Ma tâche ce soir s'en trouve facilitée, car j'ai conscience qu'aucune grave question de principe ne nous divise.

Comme le ministre, je me félicite de ce que notre population ne compte pas d'importants éléments qui appuient ouvertement la cause du communisme et qui s'opposent à notre mode de vie. Tous les secteurs de notre popu-